



GAZETTE DU JOUR.

FRANÇOIS, de grands évènements se préparent ; je suis en *Vedette* : tout ce que je vois, tout ce que j'entends ; sur le champ, je vous en instruis ; ce que vous découvrirez, ce que vous apprendrez, faites-le moi savoir, je le publie sur l'heure.

Du Lundi 15 Avril 1793.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

Bagdad, le 4 juillet. La Perse est en ce moment le théâtre d'une guerre cruelle. Aga-Mahmad-Kan l'eunuque, malgré son extrême vieillesse et une hydropisie reconnue dont il est attaqué, est parti de Thérans à la tête de 60 mille hommes. Il est allé attaquer, près de Chiray, son compétiteur, le jeune prince Losali-Kan. Il y a eu deux sanglans combats vers la fin de mars dernier. Lossali-Kan a été complètement battu dans tous les deux. Aga-Mahmad-Kan s'est emparé de Chiray et des trésors qui étoient renfermés dans cette ville depuis Kerim Kan. Le jeune prince s'est retiré, avec les débris de son armée, à Kerman. Toute la Perse fait des vœux pour la mort du tyran, et désire avoir pour maître Lossali-Kan, qui est un prince juste et brave, mais malheureux.

De Madrid, le 28 mars. M. Bourgoïn, avant son départ, avoit proposé par un mémoire de laisser ici M. d'Urtubize, en qualité de chargé d'affaires *ad interim*, et MM. Puyabré et Puyon, comme agens du commerce, en attendant les ordres ultérieurs de Paris. Le ministère de S. M. catholique y a répondu, en substance :
« Que ces messieurs pouvoient en toute surté

attendre l'arrivée de l'express de Paris ; qu'à leur réquisition des passe-ports demandés, leur seroient délivrés ; mais que M. d'Urtubize pouvoit dorénavant s'épargner la peine de faire aucunes représentations, puisque l'on n'y feroit pas de réponse ». Par ces dispositions du ministère, les Français, qui se trouvent ici, sont exposés à toutes sortes de vexations de la part du peuple, très-irrité de la mort tragique de Louis XVI, et leur sort est réellement à plaindre.

De Francfort, ce premier avril. Une partie de l'armée de Hohenlohe est en marche de Trèves pour coopérer au siège de Mayence. Ce corps, celui de Wurmsér, les soldats de Darmstadt, et une partie des Prussiens, sont destinés à cette difficile entreprise ; l'armée assiégeante sera au moins de 40,000 hommes. Le général Kalkreuth aura le commandement du siège.

FRANCE.

De Strasbourg, ce 8 avril. Le général Custine a établi son quartier-général à Weissembourg. Les Prussiens ont été repoussés à Bilikem ; ils doivent avoir perdu beaucoup de monde dans cette affaire. Les ambulances retirées à Haguenau ont été reconduites à Weissembourg. — Le général

Wimphen va, par ordre du général en chef Custine, remplacer le général Sparre à Besançon. Ce dernier prendra le commandement de Strasbourg. — Les habitans de la campagne ont été invités à rentrer, dans les villes, tous leurs comestibles.

De Lille. — Proclamation des autorités civiles et militaires réunies en conseil-général. « Citoyens, restons unis et calmes, c'est le seul moyen de déjouer nos ennemis intérieurs, de rendre inutiles les manœuvres des perfides agitateurs, qui ne cherchent qu'à semer la discorde et la division parmi nous : craignons la désorganisation, c'est le plus grand fléau ; mais nous pouvons aisément nous en préserver, par une sage et active surveillance.

« Braves Lillois, on ne craint pas de vous rappeler le glorieux souvenir de la constance héroïque que vous avez opposée au feu des ennemis ; des malveillans cherchent à vous allarmer : mais vous êtes aujourd'hui loin de la position critique où vous vous êtes trouvés. La ville est approvisionnée de toute manière, les remparts sont dans un état de défense formidable, la garnison que vous avez dans vos murs est plus que suffisante pour repousser les armes étrangères si elles osoient se présenter ; tout, enfin, a été prévu ; restons unis, encore un coup, et nous aurons la gloire de sauver une seconde fois la patrie ».

Signé, POISSONNIER, secrétaire.

De Bagnères de Luchon, ce 31 mars. Aujourd'hui 31 mars, à une heure du matin, notre avant-garde est entrée en Espagne.

Jamais on n'a vu une ardeur pareille ; c'étoit à qui partiroit ; le général a été obligé de punir les soldats pour les forcer de rester, et de mettre des postes pour les empêcher de suivre. Demain des plus longs détails. Jamais préparatifs ne se sont fait si gaument. Le général Sahuguet a joué du violon toute la journée ; nous avons fait des folies.

D'Orléans. Lorsque je passai par Orléans, le 27 Mars, je trouvai tous les Citoyens dans l'inquiétude et la désolation : on avoit commencé, dès la nuit précédente, à enlever les ecclésiastiques non sermentés. Il étoit arrivé, vers la fin de la semaine, un bataillon de 500 volontaires, qui escortoient un train considérable

d'artillerie ; une partie demeura à Orléans : on mit alors à exécution plusieurs décrets que vous avez vus ; on arrêta beaucoup de personnes, des plus riches de la ville ; on en transféra, ou on va incessamment en envoyer plusieurs à Paris, pour être jugés par le Tribunal Révolutionnaire. Parmi ceux arrêtés, j'ai retenu les noms des Citoyens Tassin ; de Moncour, fils ; Prévôt, Marchand de bois ; Montaudoin, qui s'étoit enfui, et qui a été pris à quelques lieues d'Orléans, etc.

La nuit de samedi à dimanche dernier, une force armée s'est portée au Séminaire ; on a fait lever les prêtres arrêtés, on les a liés deux à deux ; on les a conduits à des bateaux sur la Loire, lesquels on m'a dit n'être point couverts, et sous bonne escorte ; on les conduit au nombre de 43 dit-on, aux Isles du Vent en Amérique. Il y a parmi eux des septuagénaires. Il n'est demeuré au séminaire que sept ecclésiastiques, dont deux octogénaires infirmes, et hors d'état de quitter le lit. Parmi eux, se trouve le curé d'Olivet, emprisonné depuis peu de jours, qu'on annonce sur le point d'être réclamé par ses paroissiens.

Le désarmement a été général dans tout le district, au-dehors et au dedans d'Orléans ; on a rendu les armes aux habitans de la campagne, et seulement à ceux de la ville, renommés pour patriotes.

Extrait d'une lettre de Lille, le 9 avril. Les ennemis se sont emparés hier d'Orchies. Ils ne tarderont pas à se rendre maîtres de St. Amand, notre armée n'étant pas organisée, les troupes éparses çà et là, les bataillons affoiblis, et la plupart sans chefs. Quelques bons officiers et soldats qui, par leur courage et leurs connoissances dans l'art militaire, avoient lieu d'attendre leur avancement, voyent avec douleur que les places essentielles sont occupées par des intrigans qui n'ont rien de ce qu'il faut pour remplir leur poste. Oh ! non, jamais nous ne réussirons, tant que ceux qui n'ont vu que le feu de leurs cheminées, ou la table d'un député, seront à la tête des troupes :

Il faut des hommes fermes, il faut de la subordination, des soldats qui ne fuyent pas, et une grande punition pour ces sortes de gens qui troublent tout... Pourquoi n'y a-t-il pas un officier-général instruit, qui soit chargé d'en imposer à tous les soldats qui viennent à la dé-

bandade, sans savoir où sont leurs chefs et leurs corps? Pourquoi garde-t-on dans Lille 5 ou 6 mille hommes, qui ne font que boire et faire des sottises. Ne vaudrait-il pas mieux qu'ils fussent campés pour s'exercer, et se montrer à l'ennemi qui a sur nous une force imposante?

On parle ici de projets sinistres; je ne crois point à ce bruit; mais il a intimidé la plupart des marchands qui ont presque vidé leurs magasins. De l'ordre, de bonnes loix! que des soldats se rallient sous des chefs expérimentés, et jamais l'ennemi n'entrera. Il est temps de s'y prendre, si l'on veut sauver la France.

Paris. La fête de l'hospitalité a eu lieu hier; Le cortège assez nombreux, particulièrement composé de la garde nationale, s'est rendu de l'hôtel de la commune à la porte St. Martin, vers une heure, et a resté une heure entière à défilér. Plusieurs autorités constituées qui y étoient invitées, n'y ont assisté que par des bannières; par exemple, conseil exécutif et convention nationale étoient représentés par deux pancartes, suppléant les individus, ce qui ne satisfait pas tout-à-fait de même, le coup-d'œil. Le chariot qui portoit les archives de la nouvelle république de Liège, passée hélas comme l'ombre, étoit tiré par quatre chevaux, et n'avoit rien de remarquable dans sa forme, qui ressembloit à un chariot de plâtrier. Mais ce qui satisfaisoit la mobilité de l'œil, étoit un faisceau d'armes, auquel étoient attachés 86 rubans tricolores tenus par autant de canonniers, avec cette inscription: *faisceau des départemens.* Il faisoit grand vent; l'agitation continuelle de ces rubans que pouvoient à peine retenir les mains fortes qui les soutenoient, laissoit la pénible idée de la réalité de la représentation, et des ouragans terribles qui semblent vouloir diviser les parties intégrantes de la république, une et indivisible.

Circulaire dénoncée par Guadet.

La société des amis de la liberté et de l'égalité de Paris, à leurs frères des départemens.

§ Amis, nous sommes trahis! aux armes! voici l'heure terrible où les défenseurs de la patrie doivent vaincre ou s'ensevelir sous les décombres sanglans de la république. Français, jamais votre liberté ne fut en plus grand péril! Nos en-

nemis ont enfin mis le sceau à leur noire perfidie, et pour la consommer, Dumourier, leur complice, marche sur Paris.

Mais, frères, ce ne sont pas tous vos dangers! il faut vous convaincre d'une vérité bien douloureuse! vos plus grands ennemis sont au milieu de vous, ils dirigent vos opérations; ô vengeances! ils conduisent vos moyens de défense!

Où, frères et amis, c'est dans le sénat que de patricides mains déchirent vos entrailles! oui, la contre-révolution est dans le gouvernement, dans la convention nationale; c'est-là, c'est au centre de votre sûreté et de vos espérances que de criminels délégués tiennent les fils de la trame qu'ils ont ourdie avec la horde des despotes qui viennent nous égorger! c'est là qu'une cabale sacrilège dirigée par la cour d'Angleterre et autres...

Mais, déjà l'indignation enflamme votre courageux civisme. Allons, républicains, armons-nous! et sans nous laisser amollir par des vaines terreurs sur nos calamités, que notre sagesse s'arrête sur les moyens de salut qui nous restent; les voici.

Levons-nous, oui levons-nous tous! Mettons en état d'arrestation tous les ennemis de notre révolution, et toutes personnes suspectes. Exterminons sans pitié, tous les conspirateurs, si nous ne voulons être exterminés nous-mêmes.

Que les départemens, les districts, les municipalités, que toutes les sociétés populaires, s'unissent et s'accordent à réclamer auprès de la convention, à y envoyer, à y faire pleuvoir des pétitions qui manifestent le vœu formel du rappel instant de tous les membres infidèles qui ont trahi leur devoir, en ne voulant pas la mort du tyran, et sur-tout contre ceux qui ont égaré un si grand nombre de leurs collègues. De tels délégués sont des traîtres, des royalistes ou des hommes ineptes. La République réproûve les amis des rois! ce sont eux qui la morcellent, la ruinent, et ont juré de l'anéantir. Oui, citoyens, ce sont eux qui ont formé cette faction criminelle et désastreuse. Avec eux c'en est fait de votre liberté, et par leur prompt expulsion, la patrie est sauvée.

Le foyer de conspiration est ici: c'est à Paris que nos perfides ennemis veulent consommer leur crime. Paris, le berceau, le boulevard de la

liberté, est, n'en doutez pas, le lieu où ils ont juré d'anéantir sous les cadavres des patriotes la cause sainte de l'humanité.

Aux armes, républicains! volez à Paris; c'est là le rendez-vous de la France. Paris doit être le quartier-général de la république. Aux armes! Aux armes! *Point de délibération*, point de délai, ou la liberté est perdue! Tous moyens d'accélérer votre marche doivent être mis en usage. Si nous sommes attaqués, avant votre arrivée, nous saurons combattre et mourir, et nous ne livrerons Paris que réduit en cendres!

Signes, Marat, député-président;

C O N V E N T I O N N A T I O N A L E.

Suite de la séance du samedi 23 avril.

Une Lettre de Fontenai le peuple, annonce que les rebelles ont été battus par les Sables, qu'on leur a fait 30 prisonniers et tué 500 hommes.

On lit une lettre de Marat; un décret avoit ordonné qu'il seroit mis en état d'arrestation à l'abbaye. Il se plaint de ce que Sillery est gardé à vue dans sa maison, tandis que lui, on ordonne qu'il sera détenu en prison. Il déclare qu'il va se mettre à l'abri de la fureur de ses ennemis, et qu'il ne reparoitra que quand les Girondistes seront comme lui, mis en état d'arrestation, ou que le peuple en aura fait justice.

Rapport sur Marat; on fait lecture de l'adresse signée par lui (nous la donnons) au milieu du plus horrible tumulte des tribunes et de la montagne. Le rapporteur conclut à ce que Marat soit décrété d'accusation, 1°. pour avoir prêché le meurtre, 2°. le pillage, 3°. la dissolution de la convention, et qu'il sera traduit au tribunal révolutionnaire, on ajoute: et pour avoir demandé la dictature et le triumvirat.

Nous n'avons pas besoin de dire que dans la longue agitation qui a suivi le rapport, et qui a prolongé la séance jusqu'à 7 heures du matin, toutes les fois qu'on parloit pour Marat, les plus vifs applaudissemens partoient des tribunes et de la montagne; et que toutes les fois qu'on parloit contre lui, les murmures, les menaces, les injures, les expressions les plus grossières;

gueux, scélérat, à la guillotine, tonnoient de toutes parts. C'est au milieu de ces tourbillons, de ces volcans, que sont sortis, pendant cette nuit les décisions suivantes:

On décrète l'impression du rapport et son envoi dans tous les départemens. On y joint la dénonciation de Chabot sur le triumvirat. On passe à l'appel nominal pour savoir si Marat sera décrété d'accusation; l'appel nominal fini à sept heures du matin, donne la majorité de 220 voix pour le décret d'accusation. Nous ne devons pas taire que quand la montagne et les tribunes ont vu que leur ami Marat alloit se trouver sous le glaive de la loi, elles ont hautement déclaré qu'elles'opposeroient à l'exécution du décret, et qu'elles sauveroient Marat.

Séance du dimanche 14 avril.

On autorise Thuriot, vice-président, qui tient le fauteuil au-lieu de Delmas, à lire une lettre adressée par le général Dampierre aux commissaires de la convention, qui revenoient à Paris, mais qui, sur un décret, ont retourné à Valenciennes. Cette lettre lue, Thuriot dit qu'elle ne contient rien de secret, et demande le renvoi au comité. Décrété.

Une lettre de Strasbourg annonce à la convention que par la trahison de Beurnonville, l'armée de Custines est repliée sur Wissembourg, ce qui met Strasbourg à découvert. Le conseil du Bas-Rhin demande que l'armée de la Moselle qui est dans l'inaction, marche à son secours. Il a fait passer à Strasbourg près de 600 mille livres, pour, en cas d'événement, soutenir le siège.

Les commissaires chargés d'escorter les Bourbons à Marseille, écrivent que la citoyenne Bourbon a dit que tous les moyens que le peuple employeroit pour la sauver, seront bons.

Kellermann a assemblé son armée et lui a fait part de la trahison de Dumourier, toute l'armée a crié *vive la république*. On a renvoyé au comité deux lettres adressés à ce général dont les premiers mots ont laissé voir que Kellermann pourroit être du complot des généraux.